

## CAMPAGNE SUR LES DROITS DE L'HOMME ET LE CIVISME AU TOGO

### AVIS DE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR ELABORATION D'UN MANUEL EN FRANÇAIS FACILE DE SENSIBILISATION DES COMMUNAUTÉS RURALES SUR LES DROITS DE L'HOMME ET LE CIVISME

<b>Pays</b>	Togo
<b>Intitulé de l'appel</b>	<p>Sélection d'un consultant pour l'élaboration d'un manuel en français facile de sensibilisation des communautés rurales sur les droits de l'homme et le civisme.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Être titulaire d'un diplôme de BAC + 5 en Droit, Sciences sociales ou tous autres domaines connexes ;</li> <li>- Avoir une expérience de plus de 3 ans en matière de défense et de promotion des droits humains ;</li> <li>- Disposer d'une expérience significative dans la conception et la réalisation des contenus pédagogiques ;</li> <li>- Avoir des expériences similaires à la mission et d'une capacité optimale en matière de rédaction et de synthèse ;</li> <li>- Être capable de produire un document de qualité dans les délais requis et de travailler sous pression.</li> </ul>
<b>Type de contrat</b>	Contrat individuel
<b>Durée de la mission</b>	01 mois
<b>Niveau de poste</b>	Consultant
<b>Lieu de la mission</b>	Lomé
<b>Date de début de la mission</b>	Mars 2020

Les Termes de Références (TDRs) complets sont à retirer au siège du CACIT sis au 269 Avenue HAHO, non loin de l’Eglise Notre Dame du Liban, Hédzranawoé ou par mail : [cacitogo@gmail.com](mailto:cacitogo@gmail.com)

Les consultants intéressés sont invités à soumettre leurs offres (techniques & financières) séparées conformément aux TDRs au plus tard le **06 Mars 2020 à 17h00** (GMT) :

- sous pli fermé au Directeur Exécutif du CACIT, avec la mention : Offre pour «Sélection d’un consultant individuel», à déposer au secrétariat contre décharge. A n’ouvrir qu’en séance.
- Ou par voie électronique en deux fichiers séparés (Technique et Financier) à l’adresse suivante : [cacitogo@gmail.com](mailto:cacitogo@gmail.com); avec en objet la même mention ci-dessus.

Toute demande de clarification doit être envoyée par email à l’adresse suivante : [cacitogo@gmail.com](mailto:cacitogo@gmail.com) au plus tard le 21 Février Août 2020. L’unité compétente répondra à toutes les questions reçues au plus tard le 28 Février 2020.

Les réponses tardives ne justifient pas le report du délai de soumission. Les candidatures féminines sont vivement recommandées.

## TERMES DE REFERENCES (TDRS)

### 1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Les droits de l’Homme incarnent un ensemble de valeurs qui garantissent à chacun le respect de la dignité et de l’égalité. Or, ces droits ne se valent que s’ils sont exercés et donc connus de tous. L’Article 26 de la Déclaration Universelle des Droits de l’Homme (DUDH) stipule que : « L’éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l’Homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l’amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux,.... ».

Par ailleurs, un extrait du rapport de la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR), p.249, revient sur la nécessité de l’éveil citoyen, caractérisée par une société civilisée où dominant le respect des droits fondamentaux et un lieu, où la “RES publica” est soumise à un contrôle minimum, au centre des débats ; il dispose que : «...le Togo nouveau auquel aspire le peuple togolais et dont les travaux de la CVJR doivent servir à baliser, est un pays où règnent la justice et l’Etat de droit, une nation respectueuse des droits et des libertés, un Etat caractérisé par la séparation des pouvoirs, l’indépendance des institutions, la recherche du bien commun et le développement pour tous.

Pour l’avènement d’une telle société, les citoyens doivent désormais concevoir et vivre la politique, non pas comme un exutoire où tout est permis, mais plutôt comme un service à la nation ... ».

En dépit des actions des organisations de la société civile, la fracture numérique a créé un déphasage entre la capitale et les villes des différentes régions, les chefs-lieux et autres communautés rurales, qui n'ont pas un accès facile à l'information.

Ces communautés rurales, laissées pour compte et qui vivent la plupart, toujours sous l'effet des pesanteurs sociales, doivent être familiarisées à l'existence de leurs droits et devoirs les plus fondamentaux afin d'induire des changements de comportements. Pour un tel idéal, il faut des citoyens ou un peuple qui connaît ses droits et devoirs. Peut-être, pourrait-on brandir le très populaire adage latin « **nemo censetur ignorare legem** », pour dire que nul n'est censé ignorer la loi, corroborant ainsi la thèse défenderesse selon laquelle tout homme avisé devrait connaître les règles minima qui régissent sa société.

Aujourd'hui, l'on peut se rendre à l'évidence que la plupart des citoyens y compris les personnes en conflit avec la loi, vu le nombre de ceux qui accourent et sollicitent l'assistance des Organisations de défense des droits de l'Homme, n'ont pas véritablement connaissance des textes et lois régissant la société togolaise. De ce fait, un droit ignoré ne peut être revendiqué et pire, d'aucuns pourraient en abuser. En outre, les obstacles culturels, juridiques et sociaux, qui s'interposent souvent comme de véritables barrières contre l'effectivité de la jouissance des droits et de la participation citoyenne à la vie de la communauté, requièrent une œuvre d'information et d'éducation permanente.

Conscient de son rôle d'accompagnement des autorités pour la promotion et la protection des droits humains au Togo, le Collectif des Associations Contre l'Impunité au Togo (CACIT) entend mener dans les zones cibles, notamment les communautés rurales, une action dénommée : « Campagne sur les droits de l'Homme et le civisme au Togo ».

Celle-ci consistera à initier une action de masse d'éducation aux droits de l'Homme et le civisme, à travers une approche participative, mettant l'accent sur l'action et le partage d'expérience.

Ainsi, dans le cadre du présent projet, l'Unité de Gestion du Projet (UGP) recrute un Expert, consultant(e) individuel(le) pour l'élaboration d'un manuel de sensibilisation sur les droits de l'Homme et le civisme.

## 2. BUT DE LA CONSULTATION

Le but visé par cet appel est de produire un manuel de sensibilisation en français facile sur les droits de l'homme et le civisme afin de familiariser les communautés rurales sur ces notions.

## 3. MISSIONS DU/DE LA CONSULTANT(E)

- ❖ Produire un manuel de sensibilisation en français facile sur les droits de l'homme et le civisme en vue de contribuer au renforcement de l'Etat de droit et du civisme au Togo

De manière spécifique la personne sélectionnée doit :

- ✚ Faire une proposition technique du plan de rédaction du manuel à l'intention des communautés rurales;
- ✚ Produire dans un français accessible le premier jet du manuel de sensibilisation sur les droits de l'homme et le civisme ;
- ✚ Participer à la validation du manuel en prenant en compte les suggestions.

#### 4. MÉTHODOLOGIE DE L'ETUDE

Le/la Consultant (e) est tenu de réaliser sa mission suivant l'exigence des procédures du CACIT et de ASW dont il devra prendre connaissance et en consultation avec les instances de gestion du projet (l'Unité de gestion du projet (UGP)).

Au cours de la mission, le/la consultant(e) doit pouvoir appliquer les approches :

- la revue de documents pertinents ;
- des discussions avec l'UGP ;
- des échanges avec les partenaires et les parties prenantes (surtout les groupes cibles du projet).

#### 5. QUALIFICATIONS DU/DE LA CONSULTANT(E) ET RESPONSABILITES

<b>Education</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation supérieure (Master ou Doctorat) en Droit, Sciences sociales ou tous autres domaines connexes.</li> </ul>
<b>Expérience</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Justifier une expérience de plus de 3 ans en matière de défense et de promotion des droits humains ;</li> <li>• Disposer d'une expérience significative dans la conception et la réalisation des contenus pédagogiques ;</li> <li>• Avoir des expériences similaires à la mission et d'une capacité optimale en matière de rédaction et de synthèse ;</li> <li>• Être capable de produire un document de qualité dans les délais requis et de travailler sous pression.</li> </ul>
<b>Langues requises</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une excellente maîtrise de la langue française est exigée.</li> </ul>

Le consultant doit avoir une forte expérience dans l'élaboration des contenus pédagogiques. Il devra exécuter les tâches suivantes :

- Préparer le plan détaillé du document et la méthodologie ;
- Conduire la mission conformément aux objectifs proposés ;
- Finaliser le document (en français facile) et le soumettre à l'UGP.

#### 6. ÉTHIQUE D'ÉVALUATION

Le Collectif des Associations Contre l'Impunité (CACIT) détient le droit d'auteur du manuel de sensibilisation qui sera produit. La mission sera conduite conformément aux principes mis en avant dans les présents TDRs et toutes autres directives indiquées par

l'UGP. Le/la consultant(e) doit veiller à sauvegarder les droits et la confidentialité des personnes fournissant les informations.

## 7. MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le point focal de la mission est la coordonnatrice du projet qui sera assistée dans cette tâche par l'UGP. Pour faciliter la conduite de la mission, l'UGP mettra en place un groupe de référence. Ce groupe va aider à connecter le/la consultant(e) aux principales parties prenantes. De plus, ce groupe va apporter un appui substantif et logistique au/à la consultant (e), et assurer un processus participatif et les commentaires sur le document.

## 8. METHODES D'EVALUATION DES OFFRES

### a- Evaluation

L'évaluation des offres se déroule en deux temps. L'évaluation des propositions techniques sera faite avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières des candidats qualifiés.

#### *Evaluation technique*

Les consultants seront évalués conformément à la grille ci-dessous :

Seuls les candidats ayant obtenu au moins 70% des points à l'issue de l'évaluation technique seront pris en compte pour l'évaluation financière.

<b>Critères techniques</b>	<b>Points</b>
Formation supérieure (Master ou Doctorat) en Droit de l'Homme, de la Décentralisation et Gestion des Collectivités Locales, Sciences sociales ou tous autres domaines connexes.	08
Au moins une mission d'étude au plan national dans la conception et la réalisation des contenus pédagogiques ;	10
Avoir déjà effectué au moins une mission similaire	10
Avoir une bonne maîtrise de l'élaboration de rapport et de rédaction documents.	07
Approche méthodologique pertinente au regard des exigences de la mission <ul style="list-style-type: none"><li>- Compréhension de la mission (15 points)</li><li>- Clarté (05 points)</li><li>- Cohérence de l'approche (10 points)</li><li>- Chronogramme (05 points)</li></ul>	35
<b>Total des points</b>	<b>70 pts</b>

#### *Evaluation Financière*

Elle sera faite sur la base de la proposition la moins disante tout en prenant en compte l'exactitude et le réalisme des prix. L'offre financière sera notée sur 30 points.

### b- Modalités de paiement

Le paiement se fera selon les modalités suivantes :

- 20% : Après dépôt et acceptation du rapport de démarrage ;
- 50% après réception de la version provisoire du document de la mission ;
- 30% après intégration des commentaires et réception de la version définitive du document de la mission.

## 9. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'OFFRE

Pour démontrer ses qualifications, le (la) candidat(e) devra soumettre une offre qui comprendra les documents suivants :

Offre	Documents	Description	Forme
<b>Partie 1 :</b> Offre Technique	Note méthodologique pour l'exécution de la mission attendue	<b>La démarche ou approche, les outils ainsi que les tâches que vous comptez mettre en œuvre pour réaliser la mission. Un chronogramme indicatif des activités</b>	Pas de formulaire spécifique
	Curriculum Vitae	Fournir votre CV détaillé	
	Diplômes	Envoyer une(les) copies du (des) diplômes	
	Preuve de missions similaires réalisées	Fournir les attestations de bonne fin d'exécution ou tout autre document prouvant l'exécution de missions similaires	
<b>Partie 2 :</b> Offre Financière	Tableau des coûts	---	Pas de formulaire spécifique

Les offres incomplètes seront rejetées.